



CoMoPa-Tribune

MAGAZINE D'INFORMATION DU CONSEIL MONDIAL DU PANAFRICANISME

ANNÉE 1, N° 2

01. NOVEMBRE 2008

« Vous les jeunes si vous ne faites pas le Panafricanisme vous vivrez l'enfer sur cette terre d'Afrique »

SOMMAIRE :

Editorial

• La monnaie unique et le développement de l'Afrique par le Prof. Ibrahim Aygongar Kimto

Entrevue

• Prof. Moustapha Diabaté inventeur de l'Indicamétrie répond aux questions de CoMoPa-Tribune

Organisation

• NEPAD-MAEP: Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs par Jérôme Monteau Nana

Portrait

• Patrice-Emery Lumumba par Prof. Mukuna Samulomba Malaku

Activités

• Les activités du CoMoPa en 2008

Education

• IMERFI: Institut Multipolaire d'Enseignement et de Recherches Fondamentales en Indicamétrie

Evénements

• Colloque biennal de IDEE

• Colloque annuel de IDEAL

• Colloque l'Afrique en marche de la FAT-Italie

Pourquoi une monnaie endogène panafricaine ?



Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs - MAEP- : Véritable baromètre de la bonne gouvernance en Afrique ? P. 7

Colloque biennal de IDEE: „Les relations sino-africaines: Enjeux, Défis et Perspectives „ P.17

Portrait du trimestre: Patrice-Emery Lumumba le Panafricaniste convaincu. P. 19



Prof. Ibrahim Aygongar Kimto

« ...Il n'est pas possible de parler de développement durable, développement endogène ou encore développement autocentré, sans sa Banque Centrale, sans sa monnaie et sans la politique de monnaie endogène... »

Editorial - La monnaie unique et le développement de l'Afrique

Il n'est pas possible de parler de développement durable, développement endogène ou encore développement autocentré, dernier terme cher à l'ancien Marxiste Président Mathieu Kerekou du Bénin, sans sa Banque Centrale, sans sa monnaie et sans la politique de monnaie endogène, une pratique qui consiste à émettre de la monnaie en fonction de la croissance économique.

Imaginons une Banque Centrale qui met, trimestre après trimestre, année après année, de la monnaie d'ajustement au profit des Finances et Trésors des économies africaines. Sans la Banque Centrale de Chine, sans la monnaie le Yuan, sans l'indépendance et la volonté politique, la Chine ne serait pas arrivée là aujourd'hui, avec tous ses succès économiques et scientifiques qui font trembler aujourd'hui l'Occident et émerveillent les panafricanistes. Vous me direz le Ghana, le Nigeria et le Zimbabwe ont leur monnaie, mais leurs valeurs sont ridicules par rapport aux devises internationales.

Mon point de vue, qui est scientifique, parce que démontrable par quiconque disposant de bride d'arithmétique, est que l'Afrique doit disposer de sa Banque Centrale, de la monnaie unique africaine et de la politique monétaire panafricaine; ce n'est pas parce que le Zimbabwe, le Ghana ou encore le Nigeria ont en parti perdu les valeurs de leurs monnaies nationales que nous devons craindre de battre la monnaie unique africaine; nous sommes

condamnés à aller dans cette direction et les résultats sont là, incontestables et incontestées après des décennies de recherche sur la théorie quantitative de la monnaie formulée par des Egyptiens Kemets.

«.. la monnaie est une somme des facteurs de production sans lesquels il n'est pas possible de parler de développement économique et socio-culturel de l'Afrique. »

Nous devons aller à la monnaie africaine, avec des arguments que «la monnaie est une somme des facteurs de production sans lesquels il n'est pas possible de parler de développement économique et socioculturel de l'Afrique.» Voulez-vous investir dans l'agriculture, afin que demain Sarkozy ne nous insulte plus, nous et nos paysans, alors il nous faut la Banque Centrale panafricaine; il faut le Fonds Monétaire Africain, pour mettre des crédits à la disposition des nos Etats, de nos banques; les banques privées actuellement n'octroient jamais des crédits aux paysans et opérateurs économiques africains; les Etats africains sont aujourd'hui incapables de subventionner l'agriculture et l'industrie africaine, nous devons aller à la monnaie unique africaine pour pouvoir soutenir le développement en Afrique.

Aujourd'hui en Afrique francophone, les délais de crédits n'excèdent jamais les 90 jours et sont généralement destinés aux importations de denrées telles le lait, le sucre, l'huile lorsque le carême musulman arrive; ces crédits vont aussi au ciment et à l'endroit des opérateurs économiques qui disposent de bons de commande de la part des autorités pu-

bliques, lorsqu'il s'agit de construire des bâtiments publiques, etc. C'est ainsi et ainsi seulement qu'il faut expliquer le retard de développement en Afrique, parce que les opérateurs économiques africains n'ont pas accès aux crédits à long termes; parce qu'ils n'ont accès seulement qu'au crédits de court termes; parce que les gouvernements des pays francophones n'ont droit qu'aux recettes fiscales pour les paiements des salaires des fonctionnaires et non au développement. Je voudrai parler des crédits d'investissements et leur répartition dans les objectifs de la production et le développement de l'Afrique. Ces crédits ne peuvent exister sans la Banque Centrale panafricaine, sans les banques privées au service de l'Afrique.

Les banques africaines d'aujourd'hui tournent leurs dos aux paysans et opérateurs économiques africains. Cela se comprend aisément, car la BCEAO et la BEAC ne sont pas des banques africaines, elles sont au service de la France; les Africains ne sont à leurs têtes que pour tromper la vigilance des partenaires sérieux au développement de l'Afrique. Car comment expliquer que toutes les banques secondaires dans la Zone CFA sont en surliquidité et n'octroient pas de crédits aux opérateurs économiques africains; comment expliquer que nos Etats ne courent que vers l'Extérieur à la recherche de petits millions et milliards dans la résolution des petits problèmes ?

Editorial(Suite)

Nous africains, fidèles à l'Afrique parce que disposant des arguments suffisants pour ne pas la quitter, ces arguments ne suffisent toujours pas aux banques pour mettre des moyens financiers à votre disposition, parce que les banques en Afrique ont une autre mission que celle de développement; parce que les banques en Afrique sont à la solde de l'Occident. Pourquoi les autres nationalités trouvent-elles plus facilement des crédits en Afrique plutôt que nos opérateurs économiques ? Les économistes doivent pouvoir répondre à cette question. Si nous arrivons à répondre à cette question, alors nous comprendrons pourquoi nous devons aller à la monnaie unique en allant à la Banque Centrale panafricaine et au Fonds Monétaire Africain. C'est la seule issue pour nous Africains de rester solidaires, de rester dignes. Nos gouvernements devraient-ils continuer à n'avoir que pour seule source des finances les recettes fiscales qui ont des limites dans le développement durable en Afrique, lorsque nous perçons aujourd'hui le mensonge scientifiquement organisé ? Tout cela et simplement, parce que l'Occident malin, à travers le FMI et la Banque Mondiale, fait croire aux gouvernements africains, qu'ils n'ont pas le droit de subventionner l'agriculture, parce qu'ils n'ont de finances que les recettes fiscales qui ne doivent financer que les salaires.

Mais avons - nous jamais cherché à comprendre pourquoi nos budgets en Afrique francophone sont constitués de plus de 85% de recettes fiscales, alors qu'en France ces mêmes taxes ne représentent que 3% dudit budget ?

« aucune banque mondiale, aucun fonds monétaire international ne viendra développer l'Afrique. »

Théophile Obenga, disciple de l'inégalable Professeur Cheikh Anta Diop, affirmait avec raison qu'« aucune banque mondiale, aucun fonds monétaire international ne viendra développer l'Afrique. » Nous devons admettre cela et chercher à comprendre le rôle du futur Fonds Monétaire Africain, la future Banque Centrale Panafricaine, la monnaie unique africaine et la politique de monnaie endogène; la future politique monétaire de l'intégration africaine dans le développement de l'Afrique. Est-ce parce que le Zimbabwe, le Nigeria et le Ghana ont des difficultés à gérer leur monnaie, que les autorités politiques des Etats francophones ont-elles développé hier la peur d'aller à la monnaie nationale et aujourd'hui à la monnaie unique ? Nous leur rassurons que l'Afrique a la maîtrise de l'institution de la monnaie.

« ... la BCEAO et la BEAC ne sont pas des banques africaines, elles sont au service de la France; les Africains ne sont à leurs têtes que pour tromper la vigilance des partenaires sérieux au développement de l'Afrique.... »



CoMoPa: Conseil Mondial du Panafricanisme

WoCoPa: World Council of Panafricanism

www.comopa.org

Contact: info@comopa.org

Siège: Ouidah-Bénin

Entrevue

Entrevue réalisée

Par

Jérôme Monteau Nana



Prof. Moustapha Diabaté
1er Vice-Président du CoMoPa

De nationalité ivoirienne, ce digne fils d'Afrique et Panafricain convaincu, le Professeur Moustapha Diabaté inventeur de l'Indicamétrie et entre autre premier Vice-Président du CoMoPa a accepté entre ces colonnes de nous parler de sa découverte- l'Indicamétrie- qui à coup sûr pourrait révolutionner l'Afrique.

Bonjour Professeur Diabaté. Pourriez vous en quelques mots dire à nos lecteurs qui vous êtes ?

J'ai d'abord fait des études coraniques, primaires et secondaires en Côte d'Ivoire (Odienné, Bingerville et Bouaké), avant de les finaliser à Chartes en France. En 1959-1960, j'ai débuté mes études académiques à l'université René Descartes (Panthéon Sorbonne). J'ai embrassé plusieurs études à la fois. Je suis titulaire d'un doctorat en sciences politiques, et d'un autre en ès lettres en économie de développement. Cependant ma spécialité c'est l'économie du développement. Je suis professeur titulaire d'université depuis 1979. J'ai inventé l' **indicamétrie** après 40 ans de recherche. Au titre des distinctions honorifiques je suis officier de l'Ordre international des Palmes

académiques du Conseil africain et malgache de l'Enseignement supérieur (CAMES). Je suis docteur honoris causa de la Ruggero II University et de la Norman Academy.

Professeur pourriez vous nous expliquer ce qu'est l'indicamétrie ?

L'indicamétrie a été inventée après un constat de l'échec des sciences économiques. Le modèle de développement importé de l'Occident et plaqué à l'Afrique a échoué. La raison : l'homme n'a pas été pris en compte, mis au coeur de son propre développement. L'indicamétrie vient comme une bouffée d'oxygène à l'Afrique. L'indicamétrie est la science des sciences indicatives, de la globalité universelle ou de la modélisation globale du développement. L'indicamétrie est une science qui étudie à la fois les indicateurs objectifs ou classiques et les indicateurs subjectifs et mesure leurs effets sur l'homme, sa communauté et son environnement. Autrement dit, l'indicamétrie est une science qui innove après avoir dégagé les limites des autres sciences. Elle élève l'irrationalité au rang de la rationalité intégrale, globale en vue d'une conciliation. Enfin, l'indicamétrie allie la science et la religion. Elle permet de découvrir les capacités cachées. L'indicamétrie est une discipline émergente qui permet de transformer l'archaïsme en moderne et le moderne en excellence.

« J'ai inventé l'Indicamètre après 40 ans de recherche. [...] L'indicamétrie a été inventée après un constat de l'échec des sciences économiques. Le modèle de développement importé de l'occident et plaqué en Afrique a échoué. »

Quels sont les fondements de l'indicamétrie ?

Selon Philippe Bernoux «La science n'avance que lorsque chaque généra-

tion de savants s'interrogent sur les limites et les ombres des lois établies par la génération précédente». L'indicamétrie ne fait pas exception à la règle. Quelle démarche peut-on adopter pour appréhender l'ensemble des facteurs du développement?

L'indicamétrie a mis en place un certain nombre de concepts fondamentaux et de nombreux instruments qui permettent de tout mesurer : l'Echelle des 15 profils (l'E 15P), instrument de saisie globale de la réalité visible et invisible, le Générateur primordial indicamétrique (GPI) étudie la dynamique des systèmes, le BKM-07 IBEC (Imprimante bioénergétique capacitaire) étudie tous les systèmes capacitaires humains et non humains à travers les sept (7) capacités connectées aux huit (8) espaces indicamétrés (fonction BKMC, mot malinké signifiant Bêra kouna Massa ou communicateur éveilleur bâtisseur inter-monde). Le BKM-07 comprend l'alphabet indicamétrique qui joue trois fonctions: alphabétisation, captation d'énergie capacitaire et modélisation; il comprend aussi le calendrier indicamétrique. L'indicamaître fondamentaliste ou l'indicamaître bâtisseur doit être un homme assez libre à la pensée suffisamment libre à l'action hautement constructive (Zone d'action positive, ZAP). Un indicamaître doit être imaginatif, créatif, inventif. L'indicamaître doit respecter la règle de la solidarité agissante débouchant sur le principe «un pour tous et tous pour un » .



Entrevue

En quoi l'indicamétrie est-elle différente des sciences occultes ?

D'abord, il faut définir ce qu'est une science occulte. Si c'était une science occulte je ne pense pas qu'on l'aurait enseignée à l'université. Avant d'être enseignée à l'université, l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) a, depuis février 1983, considéré l'indicamétrie comme une découverte scientifique qui mérite d'être enregistrée au niveau de l'accord international sur les découvertes scientifiques à Berne en Suisse. Le 13 août 1996 à Dakar, l'UNESCO a parrainé la journée internationale sur l'indicamétrie en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale de la République du Sénégal. C'est à cette occasion que tout le corps diplomatique avait été invité avec les organisations internationales, les fondations, etc.

.. L'UNESCO a fini par lancer un appel à tous les jeunes pour qu'ils apprennent l'indicamétrie et appliquent systématiquement les instruments....

A la suite, un rapport a été publié et transmis aux différents chefs d'État où il est dit que l'indicamétrie est une science idoine, une science lumineuse apte à relever presque tous les défis, qu'elle est une contribution de taille à la science en général et au développement de l'Afrique en particulier. L'UNESCO a fini par lancer un appel à tous les jeunes pour qu'ils apprennent l'indicamétrie et appliquent systématiquement les instruments.

Il y a bientôt deux ans, j'ai été invité à Rome pour recevoir le prix de Docteur Honoris Causa de la Norman Academy. A Florence, j'ai eu droit à une distinction du Conseil des cardinaux. Les critiques sont permises car c'est ça qui fait avancer la science. Chacun

donne son point de vue; il appartient aux chercheurs de voir dans quelle mesure cela peut nous permettre d'avancer. C'est cela l'objectif de l'indicamétrie : servir le développement, l'humanité.

L'indicamétrie n'est pas une science occulte parce que son but est de révéler, à l'aide de ses multiples instruments, ce qui est caché, les capacités cachées afin de rendre le système capacitaire intrinsèque plus performant. L'indicamétrie produit des constantes permettant de construire des modèles de tous ordres et d'obtenir des résultats plus fiables.

Y a-t-il une relation d'avec les religions ou les mânes des ancêtres ?

L'indicamétrie étudie la trilogie opératoire, c'est-à-dire la spiritualité, la science et la religion, tous les êtres visibles et invisibles. Ces trois entités apparaissent comme élément moteur de la vie, alors que la religion est l'élément promotionnel ou prophétique. Elle transmet et amplifie les messages fondamentaux de la spiritualité et de la science.



Tous les modèles de développement imposés en Afrique ont échoué. Dans un contexte de mondialisation et de globalisation, quels sont les pistes ou les schémas que l'indicamétrie propose aux gouvernants ou aux Africains pour leur décollage économique ?

Pour le développement ou le décollage de l'Afrique, il faut utiliser les instruments et outils indicamétriques qui sont plus d'une vingtaine.

L'indicamétrie est-elle une troisième voie de développement pour l'Afrique ?

L'indicamétrie n'est pas la 3e voie. Elle est l'unique voie de développement dans la mesure où elle mesure et exploite à la fois les approches conventionnelles ou objectives et les approches indicamétriques ou subjectives.

Un croyant ou un non croyant peut-il être un indicamaître ?

Au nombre des apprenants en indicamétrie, il y a des croyants de tous bords (musulmans, chrétiens, bouddhistes, etc.). L'inventeur de l'indicamétrie que je suis, le professeur Moustapha Diabaté, est un musulman.

L'indicamétrie est une discipline d'enseignement universitaire, quels sont les critères à remplir pour être un indicamaître ?

Pour être indicamaître, il faut avoir au moins le diplôme d'indicamétrie fondamentale (DIF) ou un certificat équivalent et le diplôme d'ingénieur et de développement et d'entrepreneuriat capacitaire (DIDEC). A l'Université de Bouaké en Côte d'Ivoire et ailleurs, les étudiants et professionnels suivent des cours d'indicamétrie en maîtrise, DESS, DEA et Doctorat (thèse unique). Plus d'une vingtaine d'ingénieurs indicamaîtres sont déjà formés et disponibles pour répondre à vos attentes.

Quel est l'intérêt ou l'avantage de la carte capacitaire ?

La Carte d'identité intrinsèque (CICI) autrement appelée la carte capacitaire permet de connaître avec le maximum de précisions les atouts, les faiblesses et perspectives propres à chaque individu, à une organisation, à un projet, bref à tout ce qui porte un nom. La carte capacitaire intrinsèque est une sorte de lanterne, de guide qui vous oriente, vous indique ce que vous devez faire, ce que vous ne devez pas faire. La carte capacitaire permet aux parents d'élèves, aux chefs d'établissements d'orienter leurs progénitures; à

ENTREVUE

(**Entrevue du Prof. Diabaté suite et fin**)

tous ceux qui veulent injecter de l'argent dans des secteurs d'activités précis, la carte capacitaire sert de parchemin, de guide. Aux chefs d'entreprises, aux décideurs politiques, la carte d'identité capacitaire intrinsèque permet de mettre l'homme à la place qu'il faut et de rentabiliser les affaires. Enfin, la carte d'identité capacitaire intrinsèque permet d'étudier un projet etc., et de montrer les limites des diplômes. Elle est un recueil de valeurs intrinsèques ou de capacités intrinsèques propres à chacun de nous et qui commandent la plupart des actes que nous posons durant notre vie de tous les jours jusqu'à notre disparition de ce monde.

UNIVERSITE DE BOUAKE



IMERFI

- Institut Multipolaire d'Etudes, de Recherche et de Formation en Indicamétrie -

27 BP 529 Abidjan 27 Côte d'Ivoire
Sis à Cocody II Plateaux 7^{ème} tranche
Cité cascade

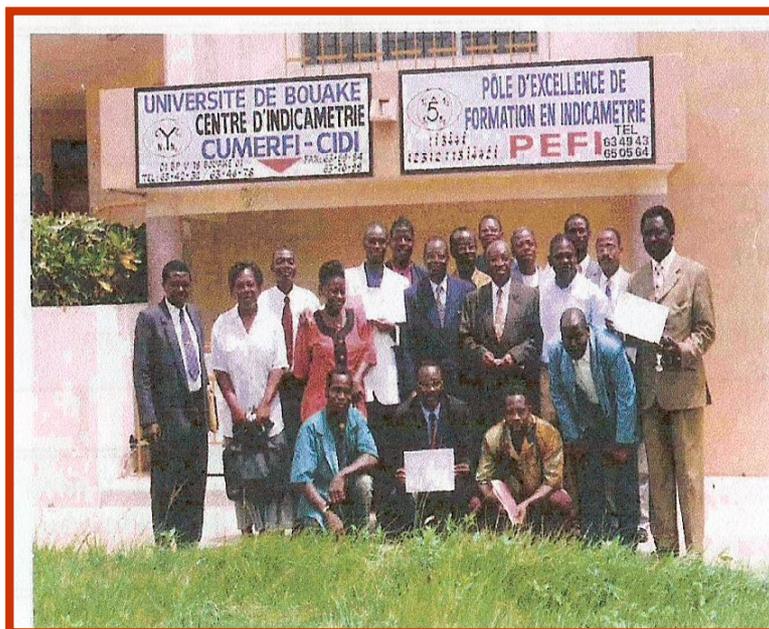
- Situé à 100 m de l'Université Internationale Bilingue Africaine -
Tél. : (225) 22 42 58 74
Fax : (225) 22 42 59 80
www.imerfi.com

DEBOUCHES PROFESSIONNELS APRES LA FORMATION EN INDICAMETRIE

L'Indicamètre bâtisseur formé aux instruments inédits, multiples et variés peut exercer dans les domaines ci-après:

- 07Y1** = Ressources humaines ;
- 07Y2** = Recherche scientifique ou fondamentale ;
- 07Y3** = Recherche technologique ou opérationnelle ;
- 07Y4** = Création et accumulation de richesses (Croissance et développement) ;
- 07Y5** = Solidarité et développement
- 07Y6** = Développement des activités culturelles
- 07Y7** = Développement des ressources spirituelles individuelles ou collectives.

Ces différents domaines d'activités visent à encourager l'innovation, l'esprit d'initiative et de créativité grâce aux différents instruments qu'offre l'Indicamétrie.



Une promotion d'Indicamètres en pose de souvenir avec le Prof. Moustapha Diabaté

LE MAEP: Véritable baromètre de la bonne gouvernance en Afrique ?



Par Jérôme Monteu Nana

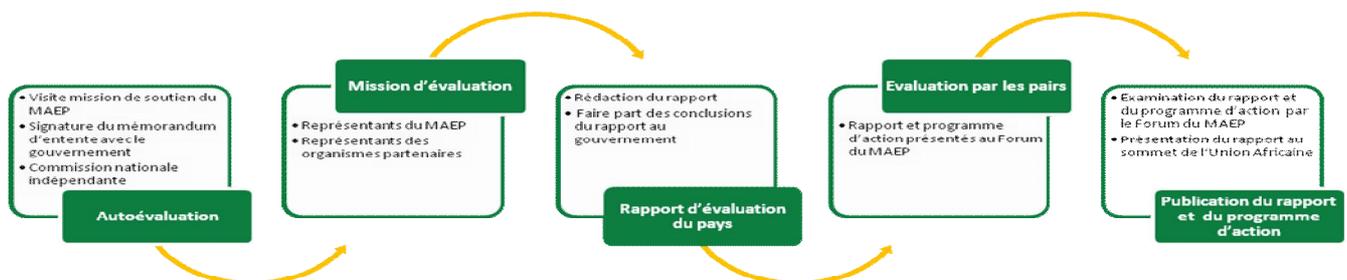
Officiellement adopté par les chefs d'état de la défunte OUA-Organisation de l'Unité Africaine- lors de la session de Juillet 2001, le NEPAD -New Partnership for the Development of Africa- fut à la base une initiative commune des présidents Abdoulaye Wade du Sénégal, Bouteflika d'Algérie, Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, et du Nigérian Obansandjo. Au fil des années les objectifs nodaux du NEPAD que sont l'éradication de la pauvreté, la promotion de la croissance et du développement durables, l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, la bonne gouvernance, vont le propulser vers un dessein nouveau.

En Juillet 2002 lors du sommet des chefs d'États de l'Union Africaine -UA- qui entre temps succéda à l'OUA, les participants s'inspirant des idéaux du NEPAD en matières de , démocratie, gouvernance démocratique, politique économique tout en les renforçant avec d'autres idéaux, optent pour la mise sur pied du MAEP-Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs - qui sera chargé de promouvoir l'adhésion aux idéaux ci-dessus et leur implémentation. Suivra de ce fait un document qui précisera les principes de fonctionnement du MAEP ainsi que les différentes phases d'évaluation des pays qui y seront soumis. Ces phases au nombre de cinq sont les suivantes:

- 1ère phase: **L'autoévaluation**
- 2ème phase: **La mission d'évaluation**
- 3ème phase: **Le rapport d'évaluation du pays**
- 4ème phase: **L'évaluation par les pairs**
- 5ème phase: **La publication du rapport et du programme d'action**

L'autoévaluation

Une mission de soutien au pays est chargée par le secrétariat du MAEP de visiter le pays participant, avec à sa tête l'éminente personnalité désignée pour cette tâche, afin de permettre une compréhension commune des règles, processus et principes du MAEP. L'équipe fait la liaison avec le point focal désigné dans chaque pays et organise des sessions de travail et des ateliers techniques avec les parties prenantes; l'éminente personnalité signe un Mémoire d'entente avec le gouvernement sur les modalités de la mission d'évaluation dans le pays. Le pays commence alors son rapport d'autoévaluation, basé sur le questionnaire du MAEP. Le pays doit également formuler un programme d'action préliminaire basé sur les politiques, programmes et projets existants. L'autoévaluation doit normalement impliquer la vaste participation de toutes les parties prenantes pertinentes, notamment des organisations de la société civile, ainsi que celle des ministères et services gouvernementaux.



LE MAEP: Véritable baromètre de la bonne gouvernance en Afrique ?

La mission d'évaluation

Une équipe chargée de l'examen du pays visite le pays et y entreprend de vastes consultations, clarifie toutes les questions qui peuvent nécessiter des discussions et contribue à l'élaboration d'un consensus national sur le chemin à suivre pour aller de l'avant. L'équipe est dirigée par l'éminente personnalité attribuée au pays et composée de représentants du secrétariat du MAEP et des institutions partenaires du MAEP, notamment de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), de la Banque africaine de développement et d'autres institutions.

Le rapport d'évaluation du pays

L'équipe chargée de l'examen du pays rédige son propre rapport sur le pays, en se basant sur les informations réunies au cours de sa mission d'étude et sur des documents indépendants élaborés par le secrétariat du MAEP, et fait part de ses conclusions au gouvernement. En se basant sur le rapport d'autoévaluation et sur le rapport de l'équipe chargée de l'examen du pays, le pays finalise son programme d'action, en définissant les politiques et pratiques à mettre en œuvre.

L'évaluation par les pairs

Le rapport de l'équipe chargée de l'examen du pays et le programme d'action sont présentés au Forum du MAEP par l'éminente personnalité et le chef d'État ou de gouvernement du pays, aux fins d'examen par les autres chefs d'État ou de gouvernement.

La publication du rapport et du programme d'action

Enfin, une fois que le rapport a été examiné par le Forum du MAEP, il est présenté au Sommet de l'UA, avant d'être rendu public.



CoMoPa-TRIBUNE

CONCEPT ET REALISATION

Jérôme Monteu Nana
(jerome.monteu@comopa.org)

CONTACT:
info@comopa.org

OPINIONS

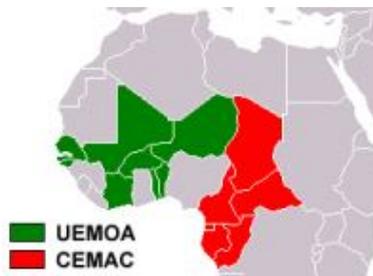
La monnaie unique est-elle une solution à l'instabilité monétaire en Afrique ? Par Dr. Alois Kanyinda Kasanda

En effet, une monnaie incarne la puissance économique d'un pays souverain. Le niveau économique d'un pays permet ou non de soutenir convenablement la monnaie nationale. En plus de la faiblesse des économies africaines, il faut ajouter l'usage abusif que font nos autorités de la monnaie nationale. Personne n'est dupe, nous savons tous que la plupart de nos gouvernements se servent de la monnaie nationale comme planche à billets servant principalement à payer les salaires des fonctionnaires. L'exemple de l'ex - Zaïre est emblématique de cette pratique, qui a tendance à se généraliser dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne. La conséquence de ce laisser-aller se traduit sur le plan économique par une détérioration considérable de la valeur de la monnaie nationale, une forte inflation, une détérioration du tissu économique et social, une perte totale de confiance des citoyens et des banques dans la monnaie nationale. Dans certains cas, cette perte de confiance incite la population à recourir à une monnaie étrangère comme monnaie d'usage au niveau national. Pour mieux comprendre les enjeux et le fonctionnement d'un bon système monétaire, rappelons le principal fondement de la création monétaire.

La masse monétaire (autrement dit la monnaie en circulation) est émise pour trois raisons fondamentales : dans un premier temps, l'émission de la monnaie se fait au moment de l'octroi d'un crédit par les banques commerciales à une tierce personne. Il s'agit de créances à vue sur les banques. On parle alors de financement à l'économie. Les banques commerciales se font alors créer de la monnaie légale, d'un montant équivalent au crédit qu'elles ont accordé, par la Banque Centrale, la seule entité ayant le monopole d'émission et de mise en circulation de la monnaie légale. Les banques commerciales ont par ailleurs l'obligation de garder environ 5 % de la monnaie légale ainsi créée sur leurs comptes ouverts à la Banque Centrale,

une façon de restreindre les émissions abusives de crédits et donc de la masse monétaire. La deuxième émission de monnaie légale intervient pour financer le déficit et les engagements de l'Etat. Enfin il y a création de la monnaie lorsque les acteurs économiques réalisent des transactions commerciales avec des pays étrangers et qu'ils souhaitent convertir les devises provenant de ces opérations internationales.

Toutes émissions obligent néanmoins les autorités monétaires à rester vigilantes et à exiger une garantie afin de maintenir la stabilité et l'équilibre monétaire.



Dès lors que l'équilibre est brisé et qu'un Etat décide d'émettre de la monnaie de façon abrupte, pour corriger ses incompétences économiques, il y a alors beaucoup plus de monnaie en circulation avec pour conséquence la baisse de la valeur de l'argent. Dans ce cas, il faut malheureusement recourir à une politique de rigueur pour redresser la situation. Cette politique peut prendre différentes formes dont notamment : l'intervention de la Banque Centrale pour racheter la monnaie en circulation, ce qui réduit la masse monétaire, et comme la perle rare coûte chère, la valeur de la monnaie augmente implicitement. Deuxième option, l'Etat peut décider de recourir à la dévaluation. Cette procédure revient à réduire de façon

naie. On décide par exemple que le billet de 100 francs CFA représente désormais une valeur de 50 francs CFA.

Certains d'entre-nous peuvent se demander si ces interventions des autorités monétaires pour réguler et soutenir la monnaie nationale sont bien nécessaires. En tout état de cause, les interventions ponctuelles d'un Etat légitime pour soutenir la valeur de sa monnaie est un acte légal et souhaitable quand c'est nécessaire. Il faut retenir que le cours des devises varient profondément suivant que le pays concerné est en phase avec un régime de change flottant ou un régime de change fixe. Dans un système de change flottant, la variation de la valeur des devises est fonction de l'offre et de la demande des devises sur les marchés de changes. Les autorités monétaires acceptent rarement une forte fluctuation à la hausse ou à la baisse (survaleur ou détérioration de la valeur de l'argent), car elle a un impact significatif sur l'économie nationale dans son ensemble et sur les échanges commerciaux avec les pays étrangers en particulier. En d'autres termes, avec une monnaie forte, il est difficile de faire face à la concurrence car la production se fait au prix fort alors que sur le marché international les ventes se font aux prix faibles. Dans une telle perspective, l'intervention des autorités est viable. Dans un système à taux de change fixe, les autorités monétaires s'efforcent de maintenir le taux de change à une certaine parité, déterminée par rapport à un étalon qui est le plus souvent l'or, une monnaie étrangère (dollar américain par exemple) ou un panier de devise, (Ecu par exemple).

L'intervention des autorités monétaires africaines pour soutenir nos monnaies est rendue délicate par les comportements abusifs et irresponsables de ces mêmes autorités. Pour éviter

OPINIONS

La monnaie unique est-elle une solution à l'instabilité monétaire en Afrique ? (suite)

le désordre monétaire qui incombe individuellement à chaque pays africain, et sauver nos monnaies, il convient de convertir nos Etats à la monnaie unique. En effet, on sait depuis la nuit des temps que l'union fait la force. L'avantage de réunir nos forces dans la mise en place d'une monnaie unique africaine est d'abord d'obliger nos Etats et nos gouvernants à accroître la stabilité monétaire au sein de la zone monétaire unifiée, d'améliorer la situation économique en mettant en place des politiques économiques cohérentes et contraignant chaque Etat membre à des résultats. L'intérêt de ce processus se situe aussi au niveau du respect des engagements et objectifs définis pour l'ensemble des pays de la zone monétaire notamment « les critères de convergence », qu'il faudrait penser en fonction de notre réalité historique, culturelle, économique et politique.

La mise en place d'une monnaie unique africaine, qui constituerait une grande avancée pour nos économies et qui nous offrirait un système monétaire africain est plus que nécessaire, mais ne doit surtout pas se faire à la hâte.

Ces critères de convergence consiste en un compromis en terme de convergence des politiques économiques et monétaires des pays membres de la zone monétaire pour réussir la mise en oeuvre de la dite monnaie unique. C'est en bref, un ensemble de règles de bonne conduite pour la réalisation d'un idéal commun, ici la création de la monnaie unique africaine. La mise en place d'une monnaie unique africaine, qui constituerait une grande avancée pour nos économies et qui nous offrirait un système monétaire africain est plus que nécessaire, mais ne doit surtout pas se faire à la hâte. Il faudrait prendre le temps nécessaire

pour planifier et avancer étape par étape. L'idéal serait de partir de ce qui existe, c'est – à – dire le franc CFA, mais en le déconnectant bien évidemment de sa dépendance franco-européenne et en unifiant les deux zones CFA pour en faire une zone monétaire unique au sens propre du terme. Pendant ce temps, il faudrait que les autres pays hors zone CFA, s'organisent et assainissent leurs économies de façon à intégrer la zone CFA une fois unifiée. Une fois ces différentes étapes accomplies avec succès, il restera aux futurs jeunes africains à trouver un nom à la monnaie unique qui sera nous l'espérons une grande réalisation africaine et qui exprimera davantage notre indépendance économique et surtout notre volonté de nous unir et de construire un destin commun.

**Alois Kanyinda Kasanda est enseignant d'universités en Sciences de Gestion en France*



CoMoPa: Conseil Mondial du Panafricanisme

WoCoPa: World Council of Panafricanism

www.comopa.org

Contact: info@comopa.org

Siège: Ouidah-Bénin

OPINIONS

La Monnaie et les Institutions Politiques Coloniales et Néocoloniales en Afrique. Par Prof. Ibrahim Aygongar Kimto

Les institutions politiques coloniales britanniques, françaises, portugaises et espagnoles, par leurs pratiques, avaient montré leur compréhension du rôle de la monnaie dans la domination politique et culturelle des indigènes africains; le seigneurage qui fut une pratique systématique en Occident est ce que l'on refuse à l'Afrique francophone d'aujourd'hui, sous prétexte qu'aujourd'hui encore, les cadres du FMI et de la Banque mondiale poursuivent leurs efforts pour comprendre le rôle de la monnaie dans les ajustements économiques. Ou encore que la monnaie est neutre, alors que les ratios monnaie et PIB sont observés constants depuis 1945 ; toute chose qui veut dire qu'aux USA, lorsque le PIB augmente de 5%, la base monétaire qui est l'offre de monnaie augmente dans les mêmes proportions.

Aux USA, de 1945 à nos jours, les coefficients de monétisation du PIB sont de l'ordre de 13%. C'est à dire que pour une unité valeur ajoutée nouvellement créée, la Federal Reserve, la Banque Centrale américaine émet 0,13 nouvelle unité monétaire. Règle monétaire que les économies africaines ignorent complètement. Par exemple dans les économies à monnaie nationale, au Ghana, dès 1980, le coefficient de monétisation du PIB était au delà de l'unité ; il l'est encore aujourd'hui; au Zimbabwe, où en 1970 les Africains étaient exclus des processus de la répartition, le coefficient de monétisation du PIB était de 0,07 compréhensible; il a atteint 0,42 en 1990 (lire nos rapports sur le Zimbabwe, 1992); il y a deux ans, le coefficient de monétisation est de l'ordre 300. Les récents billets de 500 milles unités monétaires doivent porter ce ratio au delà de 1000 aujourd'hui. C'est cela qui explique l'inflation à quatre chiffres et dont parlent les journaux internationaux mais pour ridiculiser les Africains.

Dans l'ensemble des économies membres de la Zone CFA, les coefficients de monétisation du PIB sont fluctuants et se trouvent en deçà des seuils inadmissibles, parce que ces seuils ne sont pas

critiques pour favoriser la croissance économique en Afrique. Au Bénin, les coefficients de monétisation du PIB ces dix dernières années se situent entre 17% et 0,07%. Ce qui veut dire que la quantité de monnaie en circulation aujourd'hui ne favorise pas la croissance économique.

Les contractions monétaires sont à la base de cette baisse des coefficients de monétisation. Au Bénin et partout ailleurs en Afrique francophone, où la pratique de troc est connu, les deux limites des coefficients de monétisation du PIB ne satisfont pas la croissance économique. aux USA, pendant plus de soixante années(60), le même coefficient de monétisation est observé 0,13 se comprend dans une économie où la pratique de carte de crédit est très connu.

Vouloir ignorer cette pratique monétaire, c'est se résigner à continuer avec la fiscalité les aides budgétaires insignifiantes dans la solution des crises sociales nombreuses en Afrique ; c'est aussi un refus des Africains. de prendre en main leur responsabilité politique à aller vers l'indépendance monétaire et la monnaie unique africaine ; alors il est normal qu'en l'absence de la pratique de la monnaie endogène, lorsque les politiciens ventent la croissance économique, que l'homme de la rue réponde «est ce que je mange la croissance?»

La mise en perspective historique des faits économiques et monétaires est ce refus constant de l'Occident de voir l'Afrique adopter dignement les ajustements monétaires, amenant le Zaïre, le Ghana et aujourd'hui le Zimbabwe à des situations qu'avaient connues, respectivement la Russie et l'Allemagne dans les années 1917 et 1924 où, pour acheter une boîte d'allumettes en Allemagne, il fallait une brouette de deutschemarks.

La pratique du seigneurage est connue en Occident, en Europe et en Amérique; il fut aussi connu en Afrique, dans l'Empire de Maïtama, Tchad, avec le fameux slogan: «NAR E MBANGA», c'est-à-dire, «la monnaie c'est l'Empire, ou encore, en dehors de l'empereur, il n'y a pas de monnaie».

Aux USA, au début de l'année 1775, le congrès continental devait trouver un moyen de financer la révolution, constatant que ce qu'il pouvait obtenir via l'impôt restait modeste. Il eut donc un recours à l'émission de monnaie fiduciaire pour contribuer à financer la guerre. Ainsi, aux USA, en 1775, les émissions de monnaie continentale qui s'élevaient à quelques \$6millions, passèrent successivement à \$19 millions en 1776; \$33millions en 1777; \$63 millions en 1778 et \$125 millions en 1779. Sans surprise, cette croissance rapide de l'offre de monnaie a provoqué une inflation massive et la détérioration de la valeur du dollar.

A la fin de la guerre d'indépendance, le prix de l'or en dollars continentaux était plus de 100 fois supérieure à son niveau de quelques années auparavant. C'était le prix de la révolution américaine. Ce recours du Congrès continental au seigneurage devint de plus en plus une pratique des Etats européens. La Russie Bolchevik avait pris à son compte cette pratique monétaire, non pas qu'elle ignorait les conséquences négatives de la pratique; ou qu'elle devait financer la guerre ; les Bolcheviks, sous la direction du très marxiste Lénine, avaient adopté la stratégie de « printing machine » ou « la planche à billets » pour saboter le capitalisme, se disant que la monnaie est un bien capitaliste, la saboter reviendra à saboter le système capitaliste.

OPINIONS

La Monnaie et les Institutions Politiques Coloniales et Néocoloniales en Afrique. (suite)

Selon John M. Keynes, le père de la macroéconomie classique, Lénine aurait déclaré que « la meilleure manière de détruire le système capitaliste est de s'attaquer à sa monnaie » Mais si Lénine avait vraiment dit cela, il devrait certainement avoir oublié, que le système socialiste qu'il voulait construire, avait besoin de la monnaie pour évoluer dans la construction du socialisme scientifique comme il se plaisait à le dire: Car nous ne pensons pas qu'un système économique se passe de la monnaie. Tous les systèmes économiques, à savoir, le système capitaliste, le système socialiste, voire le système de la troisième théorie universelle de Mouammar El Kadhafi qui dénonce la monnaie ne pouvait pourtant se bâtir sans la monnaie. La monnaie suppose une forme supérieure d'organisation économique, politique, sociale et culturelle; et il n'existe pas de système économique qui puisse se passer de la monnaie dans tout processus d'échanges de marchandises et de productions.

Malgré toutes ces connaissances historiques des pratiques monétaires, qui démontrent la meilleure compréhension du rôle de l'institution de la monnaie, il est cependant surprenant que des économistes soient encore au début de ce siècle à soutenir la neutralité de la monnaie. Est-ce donc dire que le politique connaît mieux l'institution de la monnaie, lorsqu'il s'agit de s'en servir pour asservir les africains, que l'universitaire lorsqu'il s'agit des ajustements économiques, microéconomiques et sectoriels véritables pratiques de développement économique et socioculturel ?

Les résultats des recherches que nous exposons sur la théorie quantitative de la monnaie montrent, bel et bien, que les pratiques et les politiques monétaires occidentales, après des siècles de tâtonnements, tendent à montrer, qu'ils ont la meilleure compréhension

du rôle de l'institution de la monnaie. Sur un plan pratique, les Occidentaux ne répètent plus les anciennes erreurs de pratiques de planches à billets séculaires observées aux USA, en Allemagne, en Russie et en France vers la fin du 18^{ème} siècle et le début du 20^{ème} siècle.

Par ailleurs, nous constatons, et avec regret, que les économistes occidentaux, conseillers des institutions financières internationales, continuent d'imposer aux économies en développement ces pratiques économiques négatives, que l'Occident a définitivement rejetées, notamment la dévaluation et les planches à billets récemment connues au Ghana et au Nigeria avec les programmes ajustements du FMI et de la Banque mondiale.

Toute chose qui montre au plan théorique, que l'Occident a des connaissances monétaires limitées, du moins pour ce que ses fils ont jusqu'à développé dans des manuels d'économie politique. Où a-t-on vu en Occident hier et aujourd'hui des billets de 20.000 unités monétaires nationales, comme c'est le cas aujourd'hui avec le Cedi au Ghana? Nous savons seulement qu'en Allemagne il fallait une broutée de deutschemarks pour une boîte d'allumettes. Pourtant, sont tous Occidentaux les conseillers des Programmes d'Ajustements Structurels du FMI et de la Banque Mondiale.

En Occident, il n'existe pas de barrière entre les théoriciens et les praticiens. Il suffit simplement de rappeler la coopération entre l'universitaire et homme d'Etat, le professeur d'économie, Paul Douglas, 1927, par la suite Sénateur de Illinois de 1949 à 1966, et le professeur mathématicien Charles Cobb, dont la collaboration historique avait permis l'élaboration de la fonction de production de Cobb-Douglas la plus grande aliénation culturelle du

Siècle.

* Ibrahim Aygongar Kimto est enseignant d'universités et monétariste au Bénin



CoMoPa: Conseil Mondial du Panafricanisme

WoCoPa: World Council of Panafricanism

www.comopa.org

Contact: info@comopa.org

Siège: Ouidah-Bénin

ACTIVITÉS-2008

Bilan des états africains 50 ans après le référendum français de 1958

Un demi-siècle après le référendum constitutionnel français du 28 septembre 1958 : qu'est-ce qui a changé en Afrique en dehors des indépendances formelles octroyées en 1960 ?

L'Institut de développement et d'échanges endogènes (IDEE) et le Conseil Mondial du Panafricanisme (CoMoPa) ont organisé, les samedi 4 et dimanche 5 Octobre 2008 à Ouidah, un colloque sur le bilan des 50 ans après le référendum français. Des échanges ont montré que l'Afrique est toujours dans un état de délabrement. « Un demi-siècle après le référendum constitutionnel français du 28 septembre 1958 : qu'est-ce qui a changé en Afrique en dehors des indépendances formelles octroyées en 1960 ? ». C'est le thème du colloque organisé par l'Institut de développement et d'échanges endogènes (IDEE) et le Conseil Mondial du Panafricanisme, ce week-end à Ouidah. Plusieurs personnalités de la classe intellectuelle béninoise étaient au rendez-vous. Des étudiants, en quête de savoir, ne se sont pas fait conter l'événement. C'est le président du conseil économique et social, Raphiou Toukourou, qui a procédé à l'ouverture de ces deux jours de rencontre de donner et de recevoir.



Professeur Honorat Aguessy , Président du Conseil Mondial du Panafricanisme

Des différentes communications, il ressort que le continent africain, en dehors des indépendances formelles octroyées en 1960, est demeuré dans la spirale du sous-développement. Le professeur Honorat Aguessy, a montré à l'assistance, que l'Afrique est le continent qui regorge plus d'immenses ressources minières capables de le mettre sur le chemin du développement. C'est d'ailleurs pourquoi, il rejette l'idée de réduction de la pauvreté que les dirigeants africains et les partenaires au développement divulguent. De son cri de colère en raison de l'état de délabrement du continent noir après 50 ans du référendum français, M. Aguessy a fait savoir que pratiquement rien n'a évolué sur le plan du changement des mentalités des uns et des autres. Ainsi au cours des discussions, un accent a été mis sur le rôle des occidentaux et l'inconscience des dirigeants africains de 1960 à nos jours dans le sous-développement de l'Afrique. Pour arriver à bon port, les participants, à ce colloque, ont proposé une porte de sortie. Pour eux, la constitution des Etats-Unis d'Afrique devient une porte de sortie. Pourquoi ? Par ce regroupement, les pays pourront mieux se constituer pour affronter les défis de développement avec l'engagement de tous à évoluer.

ACTIVITÉS-2008

12 Mai 2008 en RDC

Implantation de l'Agence Locale du CoMoPa de Kinsangani en République Démocratique du Congo sous la conduite et la supervision du Professeur Samulomba Mukuna Malaku, membre du comité de pilotage du CoMoPa en mission en RDC.

Les membres du comité de pilotage de l'Agence Locale sont:

- Président: Mr. Molula
- Vice-Président: Mr. Mumpini Tede
- Secrétaire Gle: Mr. Kandolo Kalonda



Prof. Samulomba Mukuna Malaku

Du 04 au 5 Octobre 2008 au Bénin

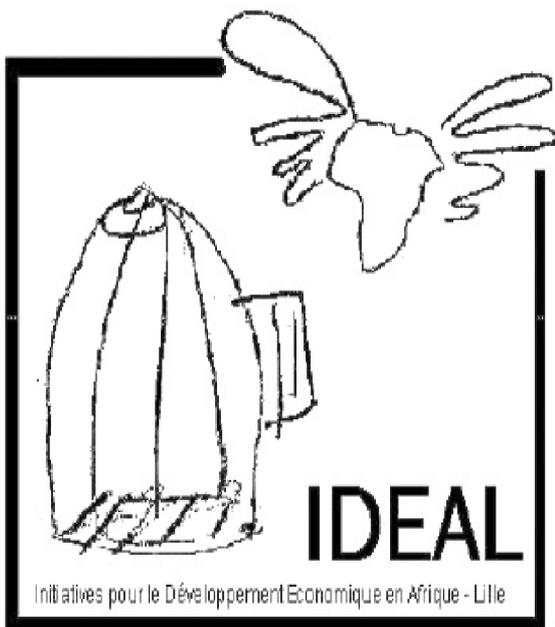
Colloque conjointement organisé par le CoMoPa et l'Institut de Développement et d'Echanges Endogènes portant sur le bilan des états africains 50 ans après le référendum français de 1958.

Du 14 au 16 Novembre 2008 à Florence en Italie

Colloque -Afrique en marche- organisé par la FAT en partenariat avec le CoMoPa

A découvrir ...

IDEAL: ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE
www.idealasso.org



www.idealasso.org

IDEAL s'est donnée pour objectif de contribuer au développement de l'Afrique en favorisant la réflexion sur les mutations socio-économiques et en se lançant dans l'action pour éprouver certaines de ses propres propositions.

Depuis novembre 2004, ideal a entrepris d'inviter le temps d'un colloque, toute la communauté internationale à venir à Lille réfléchir avec elle sur un thème majeur de développement appliqué à l'Afrique.

Plus récemment, elle s'est engagée dans la création d'un centre de recherche et de ressources sur l'Afrique.

Avec le concours de certains de ses partenaires, elle va pouvoir proposer dans un avenir proche aux jeunes chercheurs, aux décideurs et à la société civile, **une université d'été** offrant un contexte bibliographique exceptionnel tout en permettant à ces différents acteurs du développement d'origines diverses, de se retrouver dans un environnement de dialogue unique.

Colloque annuel de IDEAL le 08 Novembre 2008 à Lille-France

Sous le haut parrainage de son excellence Laurent GBAGBO

Thème:

Disporas :

Quelles contributions pour le développement de l'Afrique ?

Matinée

08:30 - 09:00 Accueil et inscription des participants

09:00 - 09:30 Discours d'accueil

- **M. Kléber WANDJI**, *Président de l'association IDEAL*
- **M. Didier VAN PETEGHEM**, *Doyen de la Faculté Libre des Sciences Economiques et de Gestion*
- **Mme Thérèse LEBRUN**, *Président-Recteur de l'Université Catholique de Lille*
- **Représentant du Conseil Régional Nord - Pas de Calais**
- **Représentant de la ville de Lille**

09:30 - 11:00 Interventions en séance plénière

animées par **Amobé MEVEGUE** (*promoteur culturel*)

- **M. Jacques LEGENDRE**, *Ancien Ministre, Sénateur du Nord, Président de la communauté d'agglomérations du Cambrésis. Président de séance*
- **Mme Elisabeth TANKEU**, *Ancien Ministre de la République du Cameroun, Commissaire de l'Union Africaine, chargée du commerce et de l'industrie*
- **M. Joseph OWONA**, *Professeur, Ancien Ministre, Ancien Secrétaire Général à la Présidence de la République du Cameroun*
- **M. MOHAND CHERIFI**, *Ancien Ministre de la République d'Algérie, PNUD-Génève*
- **M. Jean-Jacques DELILLE**, *Président de la Communauté d'Agglomérations du Douaisis*
- **Représentant du Président de la République de la Côte d'Ivoire**
- **Représentant du Ministère français de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire**
- **Professeur Honorat AGUESSY**, *Président de la Commission Nationale Indépendante du Mécanisme Africain d'Evaluation des Pairs (CNI/MAEP) du Bénin*
- **Mme Marie Angélique SAVANE**, *Membre du Panel des Eminentes Personnalités Africaines du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP/NEPAD)*

11:00 - 12:30 Débat en séance plénière

12:30 - 12:40 Annonces pratiques

12:40 - 13:10 Conférence de presse

Après-midi

13:10 - 14:00 Pause déjeuner

14:00 - 15:30 Communications scientifiques - Discussions en ateliers

- **François KOUM** (*Université de Douala - Cameroun*)
- **Louis NDJETCHEU** (*Université de Douala - Cameroun*)
- **Jérôme MONTEU NANA** (*Institut de Développement et d'échanges endogènes - Bénin/Allemagne*)
- **Hamet Fall SENE** (*Journaliste à la dépêche diplomatique du Sénégal*)
- **Simon MOUGNOL** (*Université Munich - Allemagne*)
- **Birahim GUEYE** (*Université de Lille 1 - France*)
- **Robert NKENDAH** (*Université de Douala - Cameroun*)
- **Hervé NYAM**, *Délégué du Partenariat Eurafrique - France*
- **Leisa Cristina SENA MORENO** (*Université de Lille 1 - France*)
- **João GOMES MENDONÇA**, *Consultant (Spécialiste en Organisation d'Auto Promotion (OAP) - République du Cap-Vert)*
- **Siméon Maxime BIKOUE et Cosmas Bernard MEKA'A** (*Université de Douala - Cameroun*)
- **Patrick GIVANOVITCH**, *Délégué Général ERA (Entreprendre et Réussir en Afrique - France)*
- **Georges Bertrand TAMOKWE PIAPTIE** (*Université de Douala - Cameroun*)
- **Louis Bernard TCHEKOUMI** (*Université de Douala - Cameroun*)

animée par **Amobé MEVEGUE** (*promoteur culturel*)

- **M. Joseph Henri PARRA**, *Professeur, Conseiller Spécial du Président de la République du Congo*
- **M. Abdul Aziz TANDIA**, *Professeur, Directeur de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Tambacounda Sénégal*

15:30 - 16:15 Restitution en séance plénière des synthèses des ateliers

16:15 - 17:00 Table ronde en plénière

animée par **Amobé MEVEGUE** (*promoteur culturel*)

- **M. Joseph Henri PARRA**, *Professeur, Conseiller Spécial du Président de la République du Congo*
- **M. Abdul Aziz TANDIA**, *Professeur, Directeur de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Tambacounda Sénégal*
- **M. Mohammed EL HAJJAMMI**, *Ancien Consul du Royaume de Maroc en Suède*
- **M. Honorat AGUESSY**, *Professeur, Président de la Commission Nationale Indépendante du Mécanisme Africain d'Evaluation des Pairs (CNI/MAEP) du Bénin*
- **M. Alphonse BOYE**, *Représentant du Club Diallo Telli*
- **Représentant de la Banque Mondiale**
- **Représentant du Président Abdou DIOUF**
- **Jean-Marcellin FANKAM et Patrick DIKOUME**, *Membres de l'association IDEAL*

17:00 - 18:00 Débat en séance plénière

18:00 - 18:10 Synthèse de la journée par **Marie Angélique SAVANE**, *Membre du Panel des Eminentes Personnalités Africaines du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP/NEPAD)*

18:10 - 18:15 Discours de clôture du colloque par **Kléber WANDJI**, *Président de l'association IDEAL.*

18:15 - 18:45 Cocktail

COLLOQUE IDEAL 2008

5^{ème} Colloque de l'association IDEAL

« **Diasporas : quelles contributions pour le développement de l'Afrique ?** »

Université Catholique de Lille
60 boulevard Vauban – 59000 Lille
Samedi 8 novembre 2008

FICHE D'INSCRIPTION

Nom : Prénom:

Fonction :

Organisme :

Adresse :

Téléphone:

Courrier électronique:

Déjeuner

- participe au déjeuner du 8 novembre 2008
- accompagné(e) de personne(s)
- ne participe pas au déjeuner du 8 novembre 2008

Cette fiche d'inscription doit être retournée par voie postale ou électronique à :

Initiatives pour le Développement Economique en Afrique – Lille

Association IDEAL, 18 Rue Jeanne MAILLOTTE - 59000 Lille

Email : kleberw@aol.com et XNganoukou@aol.com

Colloque biennal de l'IDEE du 23-27 Avril 2009 à Ouidah-Bénin

Thème:

Relations Afrique-Chine de demain: Enjeux, Défis et Perspectives

L'Institut organise tous les deux ans, et ce depuis 1995, un colloque international sur des thèmes ayant rapport à la vie sociale et au développement réel du continent. A ces colloques participent aussi bien des membres des gouvernements que des sociétés civiles africaines tout comme des représentants de la diaspora africaine.

Les grands thèmes autour desquels s'articulera le Colloque sont :

1. L'historique des relations contemporaines:

- 1.1. Pendant la période précédant les indépendances des pays africains
- 1.2. Pendant les indépendances des pays africains
- 1.3. Pendant la dernière décennie

2. Quelles formes de Relations stratégiques ?

2.1. Les conséquences de chaque forme de Relations:

- Les Pactes;
- Le Partenariat;
- Le Parcours amical

2.2. Les Atouts nécessaires:

- La Confiance dans les relations;
- La Compétence dans les échanges;
- La Vigilance dans les perspectives.

3. Les exigences des Relations gagnant-gagnant:

- 3.1. Dans le domaine de l'Education et de la Recherche;
- 3.2. Dans le domaine de l'Agriculture;
- 3.3. Dans le domaine de l'Industrie;
- 3.4. Dans le domaine des technologies de l'information et de communication;
- 3.5. Dans le domaine des énergies renouvelables

4. La mise en place d'une structure permanente de concertation

Dates importantes :

Date de remise des résumés : **20 Janvier 2009**

Date de remise des textes définitifs : **15 Février 2009**

Veillez s.v.p. soumettre vos papiers selon la procédure suivante:

- le titre avec jusqu'à 5 mots-clés
- un résumé de 200 mots
- un papier de pas plus de 5 000 mots
- une fiche séparée avec les détails suivants: le nom de l'auteur, son adresse postale, ses numéros de téléphone et fax, son adresse E-Mail, et son affiliation institutionnelle

Contacts et informations : info@idee-benin.com idee-europe@idee-benin.com jerome.monteu@yahoo.fr

Tel. Bénin: 00 229 90947390 Allemagne: 00 49 228 23 8748 ou 00 49 176 23966169

Colloque annuel de la FAT du 14-16 Novembre 2008 à Florence-Italie

FAT: Fédération des Africains de la Toscane



Dans le cadre de son activité annuelle «Afrique des bâtisseurs en marche », un rendez-vous d'information, d'échanges et de réflexions visant à valoriser la diversité des cultures africaines et à en promouvoir le rayonnement dans les milieux occidentaux, et dans l'optique d'une analyse approfondie non seulement de la problématique des conflits et des contradictions qui minent l'Afrique mais aussi, des découvertes scientifiques faites en Afrique, la Fédération Africaine de Toscane en collaboration avec le Comité local du CoMoPa, a l'honneur de vous inviter, en vue de son plein succès, à participer à l'édition 2008 sous le thème de « **CULTURE, SCIENCE, TECHNOLOGIES ET RENAISSANCE AFRICAINE** ».

Les grands thèmes autour desquels s'articulera le Colloque sont :

- La mondialisation et les conflits en Afrique
- La science, les technologies et la renaissance africaine
- La bonne gouvernance et le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs « MAEP » de l'Afrique
- La Sixième Région Africaine et le Rôle de la Diaspora dans la construction de l'unité et l'intégration Africaine

Outre la participation d'un Chef d'État Africain à l'ouverture des travaux, sont attendues les personnalités ci-après :

Dr Joe Beasley, President African Ascension;

Dr Isaac Newton Farris, Jr. President & Chief Executive Officer –The King Center;

Prof Honorat Aguessy, Président du CoMoPa, et Président de Commission Nationale du MAEP-Bénin;

Prof Moustapha Diabaté, Inventeur de l'Indicametrie, Vice Président du CoMoPa ;

Prof Jean-Pierre Ezin, Ancien Recteur de l'Université Nationale du Bénin, Commissaire à l'Union Africaine;

Mr. Joseph Ogouchi, Directeur de Programme et des Relations Publiques de l'ORTB-Bénin;

Dr. Adamou Ndam Njoya, Président Fondateur de EAE, Ecole Africaine d'Ethique, Maire de Fouban

Mr. Amenvi Joseph, Maire d'Athiémé

Prof. Kapet de Bana, Historien, Président du Conseil Mondial de la Diaspora Africaine ;

Prof Chief Ibrahim Aygongar Kimto, Economiste mathématicien et coordonnateur du Groupe de Recherche en Mathématique Appliquée aux sciences économiques et sociales, IMSP/UAC, Bénin;

Mme Alidjatou Saliou Arekpa, Administrator Assistant to Eastern Division Commander, RDC;

Mme Fati Salia Yakubu, Pan African Institute for Currency Analysis;

Dr. Marcel Efoudebe, Pharmacologue, Ecrivain, Membre Expert de la FAT ;

Dr. Akpan Patrick Victor, Ancien Président de la FAT

Prof. Mukuna Samulomba M., Responsable Juridique de la FAT, Membre du Comité Permanent du CoMoPa

Dahirou Sant-Anna, Juriste- à la Cour Internationale de Justice ;

David Lhore California State University (Department of Pan African Studies);

Prof Ngindu Kalala, Responsable Délégué à la Coopération de la RDC .

Grandes lignes du programme

Session n° 1

Science, Technologies et Renaissance Africaine

Session n° 2

Mondialisation, conflits, gestion et prévention de conflits en Afrique et bonne gouvernance

Session n° 3 :

La bonne gouvernance et le mécanisme d'autoévaluation par les paires de l'Afrique

Session n° 4

Thème : Le Panafricanisme Contemporain et le Rôle du CoMoPa dans l'intégration africaine

Session n° 5

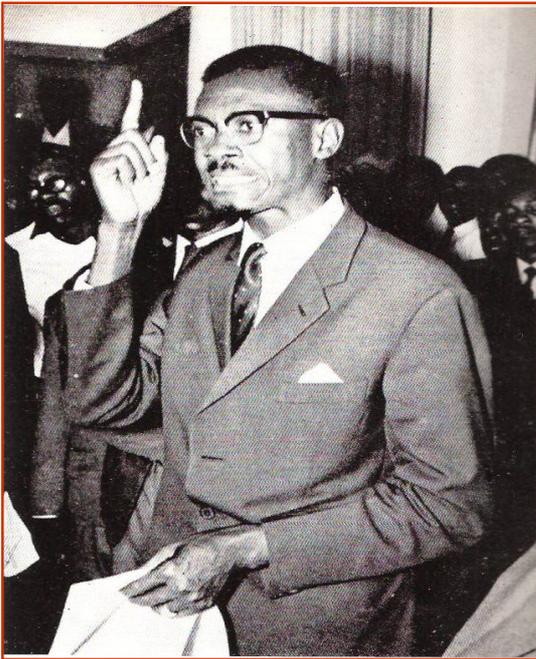
Thème : Le Concept de la Sixième Région et l'intégration africaine

Portrait: Patrice- Emery LUMUMBA



Par Prof. Mukuna Samulomba
Malaku

Patrice – Eméry Lumumba est né à Onalua, Province du Kasai, au centre de son pays le 02 juillet 1925 et il est mort assassiné, pour ses convictions et ses idéaux tant nationalistes que panafricanistes, dans la province méridionale du Katanga le 17 janvier 1961 après un bref exercice mouvementé du mandat du tout premier Premier Ministre démocratiquement élu du Congo – Kinshasa; l’ ex – colonie belge devenue successivement République du Zaïre et aujourd’ hui la République Démocratique du Congo. Mais aujourd’ hui, des documents secrets officiels belges, maintenant déclassifiés, dont la lecture ne laisse plus des doutes sur le fait que *“c’ est la Belgique qui porte la plus grande responsabilité dans l’ assassinat de Lumumba”*.



Il est aujourd’ hui vénéré dans son pays comme le premier et vrai “héros national” pour sa lutte et engagement dans la conquête de la souveraineté nationale et internationale. Donc, l’ histoire de ce grand pays d’ Afrique centrale s’ identifie, dans sa genèse du moins, à celle de ce grand panafricaniste du nom de Lumumba. Il fut en effet le premier, après quelques expériences tant dans les sociétés minières que dans l’ administration en sa qualité de simple employé à la poste centrale de l’ ex Stanleyville,

aujourd’ hui Kisangani; à comprendre que l’ administration coloniale s’ employait à abrutir les Congolais afin qu’ ils ne prennent pas conscience du fabuleux potentiel qu’ a leur pays dont les frontières ont été tracées par hasard lors de la Conférence de Berlin de 1885.

En 1958, à l’ occasion de l’ exposition universelle de Bruxelles, des congolais sont invités en Belgique. Outrés de l’ image dégradante du peuple congolais véhiculée par l’ exposition, Lumumba noue des contacts avec des cercles anti – colonialists. Dès son retour au Congo, il crée le *“MOUVEMENT NATIONAL CONGOLAIS” (MNC)* et à ce titre, il participe à la *“CONFERENCE PANAFRICAINNE D’ ACCRA”*. Autodidacte, il se lance alors dans l’ étude plus approfondie de la Révolution française, de l’ histoire de Haiti, des Etats – Unis d’ Amérique et même de la Russie.

Il n’ est pas facile, surtout pour les jeunes générations, de cerner correctement cette figure de proue du nationalisme congolais et du pan-africanisme militant mondial. Raison pour laquelle, il est de notre devoir, par honnêteté intellectuelle, de faire recours à l’ abondante littérature produite en cette matière pour mieux situer et encadrer tant la personne même de Patrice Lumumba, de sa propre vie que de son action politique et morale. Cela facilitera, en outre, de saisir l’ impact qu’ a eu le message de ce personnage décidément hors du commun tant au Congo et sa libération jusqu’ à l’ indépendance politique conquise en Afrique et donc sur le panafricanisme mondial.

Par ailleurs, je juge suffisamment oiseux prétendre d’ épuiser la compréhension de cette matière sans faire recours à un exercice plus ou moins approfondi qui consiste à comprendre, dans sa juste valeur, la spécificité de la typologie de colonisation belge comparée à tant d’ autres dont la britannique et/ou la française pour ne citer que celles -là.

En fait, alors que cette dernière par exemple portait de l’ avant un projet de société orientée vers une assimilation, organique et contrôlée ou progressive, entre colons et colonisés; les sujets de sa majesté le roi des Belges ont pratiqué une politique systématique d’ apartheid qui n’ osait pas dire son nom contrairement à la géométrie raciale dessinée depuis 1948 en Afrique du Sud. Les congolais et les Belges résident dans cette colonie vivaient en parfaite vases clos et sans communication aucune. Les colons poussaient leur cynisme jusqu’ à créer une couche intermédiaire à interposer entre les deux groupes raciaux et partant sociaux dont il a été question un peu plus haut. Cette couche intermédiaire est constituée en fait des soi disant *«EVOLUES»* ; en concret des serviteurs zélés de l’ établissement colonial belge au détriment de leurs frères et sœurs africains malmenés à jamais par la colonisation sans merci.

Portrait: Patrice- Emery LUMUMBA

Et pour perfectionner encore plus la séparation déjà rendue presque juridique par une constitution coloniale de quatre mots seulement mais pas moins efficace. En fait, le résumé de cette constitution se réduit à «*PAS D' ELITE, PAS DES PROBLEMES*» avec toute la conséquence sur l' instruction des autochtones et donc blocage à toute évolution culturelle et sociale.

En outre, tout le monde sait que la colonisation belge telle que pratiquée dans ses colonies d' Afrique centrale dont le Congo belge, le Rwanda et le Burundi a été une des plus rudes et faite vivre de manière impitoyable et sans management aucun au nom de l' intérêt économique consolidé et des dividendes dérivant du commerce de caoutchou, de cuivre, or, diamants et coltan, etc... Pour maximaliser les gains, la littérature décrit des scènes d' une cruauté indescriptible: déportation interne, amputations des mains ou des pieds comme sanctions pour n' avoir pas produit une quantité suffisante des caoutchou ou des bois ou d' autres produits selon les paramètres rigoureusement établis et contrôlés par les colons au service de sa majesté Léopold II roi des Belges., etc...

Pour corroborer le tableau à peine brossé, *Mark TWAIN*, dans son petit livre intitulé «*LE SOLILOQUE DU ROI LEOPOLD II*», évalue à plus de 10 (dix) millions des victimes des congolais procurées par la colonisation Belge à la démographie du pays africain. Dans le même ordre, deux autres auteurs abondent pour donner des chiffres qui froient la vingtaine des millions des disparus, exécutés, décapités ou pendus par les services coloniaux belges. C' est le cas par exemple de *Adam HOCHSCHLID*, américain, dans son livre «*LES FANTOMES DU ROI LEOPOLD II*» et comme sous titre significatif

«*L' HOLOCAUSTE OUBLIE*». Ils sont plusieurs mais je m' arrête ici à vous signaler un dernier écrivain ayant sagement traité de cette matière et je parle de *Mr Ludo DE WITTE*, belge, dans son «*ASSASSINAT DE LUMUMBA*»; etc. Ou encore, *Giovanni GIOVANNINI*, italien, qui a été parmi les précurseurs de la dénonciation de l' exploitation inhumaine des Belges dans leurs colonies d' Afrique et qui a publié son éloquent «*LE CONGO AU COEUR DES TENEBRES*»; etc. Même, le professeur congolais *Elikia M' bokolo*, historien de notoriété mondiale qui dirige à Paris la prestigieuse EHESS (Ecole de Hautes Etudes de Sciences Sociales) semble s' orienter vers cette dernière indication et/ou version numérique comme pertes de vies humaines subies par le Congo pendant la période coloniale classique... mais il sied de laisser ici le discours absolument ouvert car matière à débat et échanges dans le monde académique et des recherches historiques et scientifiques...

Cela étant, il est dès lors superflu de revenir sur l' importance des éléments introductifs tels que développés un peu plus haut dans la mesure où leur compréhension nécessaire rend maintenant plus facile et plus rapide l' exposition du portrait proprement dit du tout premier Ministre du Congo Kinshasa indépendant, Patrice – Eméry Lumumba ; sujet de notre disquisition et/ ou dissertation.

Pour aller tout droit au but, il faut mettre en exergue, de ce qui précède, le fait que Patrice Lumumba est avant tout un «*REVOLTE*» Révolté contre la situation d' injustice telle qu' elle a été décrite en amont et qui, plus est, se traduit par un déni total de la qualification de l' humanité tout court par l' administration coloniale belge. Le comble dans toute cette affaire des gros sous coloniale git dans le fait que Lumumba, nourri à la mamelle idéologique de ses aînés en panafricanisme dont Du Bois, Marcus Garvey, etc.. et sans oublier feu le président ghanéen Kwame N'krumah, devenu son ami après avoir pris part aux festivités solennelles marquant l' accession à l' indépendance de ce pays d' Afrique occidentale en 1958. Patrice – Eméry Lumumba refuse donc de se faire affilier, mieux phagocyter, dans la classe sociale dite des «*évolués*» dont il a été question plus haut. Et pour ce faire, il tanguait le monde politique nationale et internationale en parlant d' une forme de trahison envers les autres congolais relégués carrément, à l' époque, au rang des sub – humains ; si pas simplement chosifiés et réduits à l' état de néant sans droit et parfois sans âme selon la croyance répandue, des bien pensants de l' establishment colonial.

Patrice Lumumba combattait avec acharnement, en payant de sa propre peau, pour une société où l' égalité des chances, le respect et le triomphe des droits de l' homme et des libertés fondamentales seraient assurés sans discrimination et sans distinction aucune «*...de sexe, de race, de langue, de religion, des opinions politiques, ni des conditions personnelles et sociales*». A' cet égard, il est l' anticipateur ou précurseur, sur le continent africain, des défenseurs de tous les principes fondamentaux tels qu' universellement énoncés par le constitutionalisme moderne.

En fait, Patrice – Eméry Lumumba se battait contre un système particulièrement oppressif tel qu' instauré en RDC par le colonialisme belge pour que les Congolais, tous sans distinction, d' abord et pour que tous les Africains aient pleine conscience de leur être, de leurs cultures et civilisations et donc de leur valeur au même titre que les colons belges ou d' autres peuples du monde entier. (Suite dans le prochain numéro.....)